



**FÉDÉRATION
PROFESSIONNELLE
DES JOURNALISTES
DU QUÉBEC**

**CONSULTATION PUBLIQUE, CONTRÔLE DES
CIRCULAIRES, VILLE DE MONTRÉAL**

*

MÉMOIRE

*

Mémoire préparé par : André Gagné, membre du Conseil d'administration, FPJQ
Catherine Lafrance, directrice générale, FPJQ

Le 22 octobre 2019

INTRODUCTION

Il peut paraître étonnant pour certains de voir le plus grand regroupement de journalistes au Canada, la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (ci-après nommée FPJQ), prendre position dans un dossier comme celui du du Publisac, dans la foulée de la consultation publique sur le contrôle des circulaires. C'est pourtant un enjeu d'une grande importance aux yeux de la FPJQ, parce que des centaines d'emplois liés au journalisme et l'existence même de plusieurs journaux, dépendent du Publisac, pour qui il est d'abord et avant tout un mode de distribution.

Tout d'abord, rappelons que la FPJQ est un organisme à but non lucratif qui regroupe près de 1900 journalistes de la presse écrite et électronique, dont la majorité œuvre sur le territoire montréalais. Plusieurs emplois y sont représentés; reporter, recherchiste, pupitreux, chroniqueur, photographe de presse, etc., de tous types de médias confondus.

Fondée en 1969, la FPJQ est forte des grandes batailles qu'elle a menées : protection des sources journalistiques, protection du caractère public des institutions démocratiques, protection du concept de pluralité des voix, etc. Son mandat est double :

1. La défense de la liberté de la presse
2. La défense du droit du public à l'information

Son corollaire : le maintien d'une presse forte et diversifiée

Sans presse forte, sans presse locale, la santé de notre démocratie est mise à mal. C'est, d'abord et avant tout ce que nous voulons éviter ici.

LES HEBDOS MONTRÉALAIS

Pour des centaines de milliers de Montréalais, qui dit livraison du Publisac, dit arrivée, sur le pas de la porte, de circulaires et, c'est ce qui nous intéresse dans ces pages, de l'hebdomadaire du quartier. Ce Publisac, il fait partie intégrante du modèle d'affaires de la plupart de ces journaux et ce, depuis de nombreuses années. Même si d'autres options de distribution existent, c'est¹celle qui est, de loin la moins dispendieuse, tout en étant parmi les plus efficaces.

Un relevé récent indique que l'île de Montréal est couverte par 22 publications. Quatorze d'entre elles paraissent hebdomadairement pour un tirage d'environ 360 000 exemplaires. Quatre autres sont publiées deux fois par mois pour un total de 39 000 copies. Deux autres paraissent mensuellement pour un total de 25 000 exemplaires.

Ces publications, à Montréal comme dans n'importe quelle communauté, jouent un rôle essentiel dans la vie communautaire et les collectivités qu'elles desservent, en informant les lecteurs des événements politiques, sociaux, culturels et sportifs qui se produisent dans leur environnement immédiat. Elles parlent de leur quotidien, elles organisent des activités et des débats, et elles offrent même des commandites. Ces journaux peuvent aussi représenter un élément rassembleur dans un quartier et devenir même un outil d'intégration aux nouveaux arrivants.

¹ Source : Hebdo Québec, Tc. Transcontinental, Métro média

UNE PÉRIODE SOMBRE POUR LA PRESSE

Depuis plusieurs années les médias d'information québécois, les journaux en particulier, souffrent d'une baisse de revenus chronique qui s'est traduite par des dizaines et des dizaines de mises à pied chez les journalistes ou, carrément, par des fermetures d'entreprises de presse. Dans le cas des hebdomadaires, le modèle d'affaires a aussi été fragilisé par la décision du gouvernement de ne plus obliger les municipalités à y publier leurs avis publics. Si on ajoute que les frais de recyclage du papier ont carrément explosé depuis 2010, on comprend que l'environnement qui permettait à ces publications d'être rentables il n'y a pas si longtemps s'est en quelque sorte désintégré.

Les gouvernements fédéral et provincial reconnaissent aussi le fait que cette période pendant laquelle évoluent les médias en ce moment soit trouble. Sensibles à leur importance déterminante pour la société, ils ont créé des programmes ou ont mis sur pieds un fonds d'aide d'urgence au cours des derniers mois, question de soutenir le secteur de l'information, si essentiel à notre société².

² <https://www.mcc.gouv.qc.ca/index.php?id=6131>

<https://www.ledroit.com/actualites/groupe-capitales-medias-aide-durgence-de-5-millions-c7b97acac4ec6c42abeb9415677a17f8>

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1171092/aide-medias-details-presse-ecrite-credit-impots>

LES RISQUES

La remise en question du Publisac fait peser une menace réelle sur plusieurs publications qui comptent sur ce moyen pour atteindre des centaines de milliers de foyers chaque semaine et remet en question leur survie, carrément.

Une diminution marquée du nombre de Publisacs, s'il devait dépendre d'un système d'*opting in* plutôt que d'*opting out*, par exemple, aurait un impact direct sur le tirage des publications, et donc sur le prix de la publicité vendue aux annonceurs. Elle pourrait, dans certains cas, obliger les éditeurs à considérer d'autres options de distribution. Toutefois, même si ces options existent, elles se traduisent toutes actuellement par une augmentation réelle des coûts³, une augmentation qui serait impossible à subir pour la grande majorité des publications et qui en amènerait plusieurs à cesser leurs activités.

³ Source : Hebdos Québec, TC. Transcontinental, Métro média

CONCLUSION

L'enjeu de cette consultation sur le système de distribution du Publisac sur le territoire montréalais est plus vaste qu'il n'y paraît. Le sac n'est pas qu'un véhicule pour des circulaires; il contient aussi un journal qui bénéficie d'un taux de pénétration dans les foyers qu'aucun autre moyen ne pourrait lui procurer à aussi faible coût.

La FPJQ est d'avis que si la Ville de Montréal décidait de cesser d'opter pour un système d'*opting in* ou tout autre système de gestion des circulaires, elle devrait tenir compte des faits exposés dans ce mémoire et examiner, ou présenter, des options qui assureraient, à long terme, la distribution de centaines de milliers d'imprimés chaque semaine, sans qu'il n'en coûte plus cher à ceux qui les produisent.

Il est primordial, à nos yeux, de préserver l'accès à une information de proximité et de qualité pour de nombreux Montréalais, tout en conservant des emplois liés au journalisme ainsi que des médias qui, une fois qu'ils se seront éteints, seront très difficiles à faire renaître.
